

WELTMAN, John. *World Politics and the Evolution of War*.
Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1995, 277 p.

André Brigot

Volume 26, numéro 4, 1995

Multilatéralisme et sécurité régionale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703536ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703536ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brigot, A. (1995). Compte rendu de [WELTMAN, John. *World Politics and the Evolution of War*. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1995, 277 p.] *Études internationales*, 26(4), 863–867. <https://doi.org/10.7202/703536ar>

1992), et les transformations sociales et politiques en Amérique latine (Leslie Bethell et Ian Roxborough, 1988) sont autant d'illustrations de cette dynamique.

En guise de conclusion, les directeurs du collectif cherchent à déterminer comment les variables identifiées au début de l'ouvrage (stratégiques, technologiques, économiques, idéologiques et socio-politiques) peuvent contribuer à expliquer la fin de la guerre froide. Le résultat n'est pas très heureux, dans la mesure où il marque une rupture avec le reste de l'ouvrage. Le lecteur, en effet, est subitement appelé à réfléchir sur des problèmes contemporains après avoir parcouru une série de textes essentiellement centrés sur la problématique des origines de la guerre froide.

Le glissement de la conclusion est d'autant plus regrettable que cette problématique, bien cernée dans le corps de l'ouvrage, donne lieu à une approche à la fois rigoureuse et critique face aux textes réunis ici. Sur ce plan, en effet, Leffler et Painter ont fait un bon travail, en prenant le temps de rédiger, pour chaque chapitre, une courte introduction. Celle-ci permet aux directeurs de situer chacun des textes par rapport aux différentes écoles de pensée (classique, révisionniste, post-révisionniste), de justifier leur importance en regard de l'état actuel de la recherche, d'établir des liens entre les différentes contributions et de proposer au lecteur un angle de relecture et de réflexion. Le collectif acquiert de ce fait une cohérence et une dimension critique qui fait souvent défaut à ce type d'ouvrage.

Un autre commentaire touche au niveau d'analyse retenu par les directeurs. Le terme «système international», employé dans l'introduction, doit être compris au sens large. Il reflète plus une volonté d'observer l'émergence de la guerre froide dans les différentes régions du globe – et donc d'éviter de s'en tenir aux seules grandes puissances – que d'étudier le système en tant qu'objet. Le niveau d'analyse reste celui des acteurs, de leurs motivations et de leurs perceptions. Quelques textes, notamment dans la quatrième partie, touchent aux interactions entre ces acteurs, mais sans constituer pour autant une analyse systémique à proprement parler. De même, les variables identifiées par les directeurs, dans le texte d'introduction, ne sont pas appliquées à l'ensemble du système international, mais uniquement à quelques acteurs.

En dépit de ces remarques, cet ouvrage demeure très utile. Il offre un bon aperçu des débats sur le sujet, des positions qui s'y affrontent et des hypothèses qui les soutiennent. Il présente également un échantillon intéressant des travaux dans le domaine et constitue, de ce fait, un excellent bilan de la recherche.

Stéphane ROUSSEL

*Département de science politique
Université de Montréal*

World Politics and the Evolution of War.

WELTMAN, John. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1995, 277 p.

L'auteur, qui a publié des travaux de théorie des Relations Internationales s'interroge ici sur le rôle de la

guerre dans les politiques étrangères des États.

L'ampleur du sujet le conduit évidemment à synthétiser en quelques grandes étapes, les deux tiers du livre portant cependant sur le *xx^e* siècle.

Le chapitre introductif pose la question du rôle de la guerre dans les politiques internationales. Il soutient d'entrée de jeu que si les politiques intérieures ont aujourd'hui la priorité, il reste à comprendre pourquoi la guerre internationale peut survenir. Rappelant rapidement les thèses concernant les nations «guerrières» ou les explications marxisantes des causes sociales, il souligne que les États démocratiques ont tendance à éviter de recourir à la guerre, contrairement aux États autoritaires. Néanmoins, la tradition politique de Locke, et surtout de Hobbes, conduit à penser que le recours au conflit est toujours susceptible d'être utilisé par les politiques, qu'il est une tentation permanente. D'où la nécessité d'une analyse de l'efficacité séculaire de la guerre, si l'on veut que la post-guerre froide ouvre une période de paix durable.

Les conflits de l'«âge médiéval» relevaient le plus souvent de fidélité ou d'opposition interpersonnelles ; ils prennent de l'ampleur avec l'accès à des États plus puissants que les fiefs et surtout avec l'intrusion de la dimension religieuse dans les motivations. La guerre civile et l'anéantissement se justifient alors par des buts quasi métaphysiques. Il faudra attendre le *xviii^e* siècle pour que la guerre soit ramenée à une utilisation rationnelle, avec des risques et des destructions de plus en plus proportionnels aux buts politiques.

Hélas, les guerres issues de la Révolution française vont introduire «nationalisme et sauvagerie». L'idéologie révolutionnaire, parce qu'elle permet de recruter et suscite l'adhésion des soldats aux buts de guerre, entraîne des changements dans l'organisation des armées, plus nombreuses, divisibles et mobiles, d'où des succès qui marquent la fin des guerres limitées du *xviii^e* siècle. Les défaites napoléoniennes n'entraînent pas la disparition du virus national. D'où une ambivalence : la guerre, surtout si elle s'articule sur un but national populaire, peut être un outil majeur de gain politique ; mais inversement elle reste, justement parce qu'elle s'appuie sur des idéologies, largement imprévisible quant aux résultats finals.

Cette ambivalence apparaît dans les œuvres contrastées de deux grands penseurs des guerres du tournant du siècle : Jomini et Clausewitz. Pour le premier, il existe des lois rationnelles qui rendent la guerre prévisible et permettent de la conduire vers des gains politiques. Pour le second, la guerre est dès le départ liée à un contexte politique, à des personnalités et finalement au hasard. Il faut donc s'efforcer de lier but politique et conduite de la guerre qui ne peut être ramenée à une géométrie indépendante du contexte politique, et peut conduire à des extrêmes aussi destructeurs qu'imprévus.

La même ambivalence jouera selon l'auteur dans les *Fausse victoires* que sont les guerres du milieu du *xix^e* siècle. La guerre franco-britannique contre la Russie en Crimée n'est pas décisive, mais les guerres de Bismarck contre l'Autriche puis la France réintroduisent l'idée «qu'on

peut gagner à les entreprendre», d'autant qu'elles ne semblent plus avoir de trop grands risques de dérapages révolutionnaires, fatals aux gouvernements qui les entreprennent.

La guerre civile américaine amorce cependant la suite du processus : le retour à la guerre d'attrition, l'ampleur des destructions qui caractérisent la Première et la Seconde Guerre mondiale. Les politiques ont à nouveau perdu les inquiétudes concernant les dérapages qui rendaient à leurs yeux le recours à la guerre beaucoup trop coûteux et risqué.

La catastrophe de 1914 viendrait donc d'un retour de confiance dans la possibilité de guerres rapides, amenant des gains réels. Mais ensuite, l'ampleur des destructions et des pertes va largement inhiber les puissances occidentales, cela face à un nouveau politique qui n'hésitera pas à recourir à nouveau à l'outil-guerre : Hitler.

Entre les deux guerres donc, l'absence de choix clair après le Traité de Versailles, le refus des États-Unis de s'engager dans la SDN, les contradictions internes de la Grande-Bretagne et de la France ruinent les espoirs de sécurité collective, en particulier dans le domaine de la limitation des armements. Simultanément, les débats de stratégie opérationnelle se focalisent sur le bombardement aérien massif et l'usage du char.

Hitler et les nazis, de moins en moins inhibés par la supériorité matérielle de la Grande-Bretagne et de la France, recourent donc à nouveau à l'offensive. Des enjeux limités mais cruciaux d'abord (prise des Sudètes) puis des attaques soudaines (Blitzkrieg,

comme plus tard Pearl Harbor) donnaient des gains évidents, alors que le douhetisme (doctrine prônant les bombardements massifs en vue d'une action politico-psychologique) échouait en Angleterre. Mais on en revient bientôt à des formes classiques de la guerre d'attrition et même d'annihilation du fait des gigantesques coalitions politiques et des dimensions illimitées de la guerre : territoriales, civiles, économiques... Une fois de plus, le recours à la guerre n'avait pas correspondu aux buts politiques initiaux.

L'apparition des armes nucléaires ouvrait alors une nouvelle période d'interdiction que l'auteur analyse uniquement dans la relation États-Unis/Union soviétique durant la guerre froide. Passant du monopole nucléaire à la supériorité relative ou peut-être à l'égalité dans la vulnérabilité, au rythme de la progression technique et quantitative des arsenaux soviétiques, les États-Unis, comme leurs adversaires, ne permettent pas de répondre clairement à la question des conséquences de la possession de l'armée nucléaire sur le comportement politique, si ce n'est que l'ampleur des destructions potentielles détourne les affrontements vers d'autres terrains.

Des guerres classiques considérables vont en effet marquer l'expérience américaine du recours à la force militaire pour des buts politiques après 45 : la Corée, le Viet Nam, et l'opération «Desert Storm» contre l'Irak. De la coûteuse réussite de la première au lamentable échec de la seconde, et malgré la réussite trop spécifique pour être généralisable de la troisième, l'auteur confirme le dé-

clin constant du recours à la force militaire.

C'est d'ailleurs le sens des deux derniers chapitres, les plus stimulants et les plus engagés dans le débat. Soulignant vigoureusement le peu d'effet des négociations de limitation des armements et de désarmement sur les arsenaux jusqu'à l'effondrement de l'URSS, et à l'inverse le peu de relation entre croissance des armements et apparition des conflits, l'auteur voit dans la fin de la guerre froide une confirmation de sa thèse sur «l'obsolescence de la guerre», du moins comme outil politique rationnel. Non seulement du fait des armes nucléaires, mais aussi parce qu'il demeure extrêmement difficile de contrôler dans le temps, l'espace et l'ampleur des affrontements classiques et d'en prévoir les aboutissements. La capacité à transformer en gain politique une victoire militaire décline, tandis que les coûts de cette dernière augmentent.

L'environnement stratégique international à venir apparaît enfin transformé et du même coup, le recours à la force militaire devrait continuer à décliner. L'identité des acteurs de la politique internationale a changé : diminution relative de la puissance des États-Unis, apparition de nouveaux acteurs. Les conflits idéologiques opposant les nations entre elles semblent avoir disparu ; l'islamisme ou le pan-slavisme ne semblent pas en mesure de fédérer des États ni de pouvoir constituer une force dans un conflit mondial contre les «démocraties». Cependant, l'aptitude à acquérir des armes de destruction massive tend à se répandre tandis que la possibilité de destruction

par les armes classiques modernes s'accroissent.

Dès lors, on ne peut qu'espérer que le recours à la guerre pour toucher un but politique continuera à se restreindre à des conflits très localisés. Une généralisation de l'incertitude des gains possibles dans le cadre d'opposition entre systèmes d'armements infiniment destructeurs reporte vers d'autres voies les affrontements entre politiques mondiales. Rien n'est cependant acquis en ce domaine.

L'ampleur du thème retenu ne pouvait qu'obliger l'auteur à restreindre ses analyses. Il le fait en adoptant le point de vue des États-Unis ; ce qui est finalement instructif.

Certes, la perspective historique s'en trouve réduite quant à l'utilisation de la guerre : l'histoire, même celle de l'Europe, ne commence pas avec les guerres du xvi^e siècle ; la fonction des guerres de conquête des grands empires (romain ou ottoman) est-elle terminée ? Peut-on, même en s'en tenant à l'Europe, ne rien dire des guerres coloniales ni de décolonisation ? Mais, dans le cadre de la dissuasion nucléaire, tout peut-il être ramené à l'opposition États-Unis/URSS, sans dire un mot des acteurs tiers (France, Grande-Bretagne) ou du couple Inde/Pakistan ou encore d'Israël. On s'étonne aussi que l'imposante bibliographie n'évoque ni Schelling, ni quelques stratégies français de la dissuasion. Peut-être l'étonnant emploi du mot «alliés» qui, de 1914 à nos jours, permet à la fois de faire disparaître les non Américains, comme négligeables et les Américains, comme dominant les buts de guerre, donne-t-il une bonne image des avantages et des limites de l'option retenue. On

voit bien ce qu'est aujourd'hui la représentation par les États-Unis du rôle de la guerre ; on voit moins la variété des fonctions que les acteurs internationaux peuvent donner à la force militaire. Enfin, on peut regretter le peu de cas attribué par la puissance navale aux opérations terrestres, soit durant la Seconde Guerre, soit dans le cadres des guerres révolutionnaires ou des guérillas jusqu'à leurs éventuels développements urbains (Beyrouth). Il est vrai que ces guerres limitées semblent décidément devoir être confiées aux forces régionales des « alliés ».

Dans l'importante réflexion qui s'ouvre aujourd'hui sur le rôle de la force militaire pour les entités politiques du prochain millénaire, on a là un point de vue des États-Unis, actuel et argumenté, d'autant plus utile qu'on en conteste l'universalité.

André BRIGOT

*École des hautes études
en sciences sociales, Paris*

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

A Road to Development: Africa in the 21st Century.

OLUKOSHI, A. et WOHLGEMUTH, L., dir.
*Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet,
1995, 84 p.*

Où va l'Afrique ? Finira-t-elle par vraiment bien partir ? C'est ce à quoi cherche à répondre un groupe de dix auteurs africains, universitaires et chercheurs spécialisés sur les questions politiques. Ceux-ci ont dû faire la preuve d'un bon esprit de synthèse pour présenter l'essentiel de leur réflexion en quelques pages. C'est tout

d'abord à l'occasion d'une rencontre à Uppsala (Suède) en octobre 1994 qu'ont eu lieu les premiers échanges sur le devenir de l'Afrique. L'intérêt soulevé a suscité l'idée de publier les principales idées sous la forme d'un petit ouvrage.

À l'origine de cette initiative, le Nordiska Afrikainstitutet, créé il y a plus de trente ans, est l'un des plus importants centres de recherche sur l'Afrique parmi les pays nordiques. Son directeur, L. Wohlgemuth, précise en introduction que l'intention à la base de cette rencontre repose sur une volonté d'établir un dialogue avec les leaders d'opinion du continent africain.

D'entrée de jeu, l'un des deux responsables de cette publication, A. O. Olukoshi du Nigerian Institute of International Affairs, engage la discussion en s'interrogeant sur la possible existence d'une vision optimiste de l'avenir de l'Afrique. À ses yeux, la réponse à cette interrogation dépend du cadre politico-économique dans lequel les énergies créatrices pourront s'exercer dans la recherche du développement et de la démocratie. En fait, l'auteur ne cesse de soulever des questions comme s'il souhaitait obtenir une réponse de la part de ceux à qui il s'adresse. Est-ce que le pluralisme politique doit nécessairement passer par le multi-partisme ? Est-ce que le multipartisme convient bien à l'Afrique ? Étant donné que la plupart des pays comprennent plusieurs ethnies fortement incitées à se faire représenter par un parti en particulier, on devine l'éparpillement et le tiraillement qu'il peut en résulter. Les difficultés de trouver les bonnes réponses n'empêchent pas l'auteur de